

VILLE DE BAGNOLS-SUR-CEZE

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 8 avril 2017

PROCÈS-VERBAL

Date d'envoi des convocations

et de l'Ordre du jour du Conseil municipal : 27 mars 2017

Nombre de Conseillers municipaux : 33

Nombre de Conseillers municipaux présents : 26

Nombre de Conseillers municipaux absents ayant donné procuration : 6

Nombre de Conseillers municipaux absents : 1

L'an deux mille dix-sept, le 8 avril 2017 à 10 heures, le Conseil municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle de réunion de l'hôpital de Bagnols-sur-Cèze, sous la Présidence de Monsieur Jean Christian **REY**, Maire.

Conseillers municipaux présents : M. Jean Christian **REY**, M. Jean-Yves **CHAPELET**, Mme Catherine **EYSSERIC**, M. Maxime **COUSTON**, Mme Emmanuelle **CREPIEUX**, M. Michel **CEGIELSKI**, Mme Ghislaine **COURBEY**, M. Vincent **POUTIER**, Mme Monique **GRAZIANO-BAYLE**, Mme Karine **GARDY**, M. Denis **RIEU**, Mme Ghislaine **PAGES**, M. Raymond **MASSE**, M. Anthony **CELLIER**, M. Christian **SUAU**, M. François **PENCHENIER**, Mme Christine **MUCCIO**, M. Philippe **BERTHOMIEU**, Mme Carole **BRESCHET**, Mme Murielle **ISNARD**, Mme Claudine **PRAT**, M. Christian **ROUX**, Mme Yvette **ORTIZ**, M. Claude **ROUX**, Mme Anne-Marie **AYMERIC**, M. Jean-Pierre **NAVARRO**

Conseillers municipaux absents ayant donné procuration : M. Rémy **SALGUES** *procuration à M. GRAZIANO-BAYLE*, M. Ali **OUATIZERGA** *procuration à M. CEGIELSKI*, Mme Laurence **VOIGNIER** *procuration à JC REY*, Mme Aldjia **SAAIDIA** *procuration à D. RIEU*, M. Serge **ROUQUAIROL** *procuration à Ch. ROUX*, M. Michel **AYMERIC** *procuration à A-M. AYMERIC*

Conseillers municipaux absents : M. Stéphane **PEREZ**

Secrétaire de séance : Catherine **EYSSERIC**

Question n° : **01**

Rapporteur : **JC REY**

Objet : **Approbation des procès-verbaux des séances du 9 avril et 19 mai 2016.**

Monsieur le Maire : Y-a-t-il des interventions ? Il n'y en a pas. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 1 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **02**

Rapporteur : **JY CHAPELET**

Objet : **Compte de gestion 2016.**

1/Note synthétique de présentation :

Le receveur municipal a transmis son Compte de gestion pour l'exercice 2016.

Ce document a été vérifié par les services financiers de la commune. Il est en tous points conformes au Compte administratif 2016.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 29 mars 2017.

Jean-Yves CHAPELET : Nous allons commencer par le compte de gestion. Je rappelle ce qu'est le compte de gestion, c'est le compte des dépenses et des recettes, des titres émis pendant l'année budgétaire qui va se clôturer aujourd'hui. Ce compte de gestion aujourd'hui je ne vais pas trop le commenter parce que ce sont les mêmes chiffres qui sont équilibrés que ceux du Compte administratif. Je vous présenterai plutôt le compte administratif derrière. Juste pour rappeler que je suis navré en ce qui concerne la commission urbanisme, finances et ressources humaines du 29 mars 2017, les convocations étaient à 18h. Personne n'est venu, il n'y avait que les élus de la majorité, les élus d'opposition étaient absents. Nous avons quand même maintenu la commission. Pour certains d'entre vous, peut-être allez-vous découvrir les chiffres mais je ne reformulerai pas les explications que j'ai déjà données en commission.

Christian ROUX : Intervention inaudible

Monsieur le Maire : Il faut qu'on les double par le courrier parce que c'est légal mais on les envoie par mail, il n'y a pas de soucis, mais en spécifiant qu'on ne les veut que par mail.

Jean-Pierre NAVARRO : Bonjour tout le monde. Je pense qu'il serait plus cohérent d'inverser ces 2 questions, d'abord le compte administratif dont nous pourrions discuter et ensuite le compte de gestion qui n'appelle aucun commentaire en principe puisqu'il est la reproduction du compte administratif.

Monsieur le Maire : Nous transmettrons au futur ou à la future députée puisque c'est la loi qui nous impose de le faire ainsi.

Jean-Pierre NAVARRO : Ce sont les députés ?

Monsieur le Maire : Jusqu'à preuve du contraire ce sont les députés qui votent les lois.

Claudine PRAT : J'allais dire la même chose et d'ailleurs c'est marqué dans la délibération : « Après avoir entendu et approuvé le compte administratif » donc c'est juste un bug.

Monsieur le Maire : Je ne sais pas si vous vous rappelez, mais il y a encore 2 ans on faisait l'inverse compte administratif et compte de gestion. Je reconnais que c'est idiot mais la loi rien que la loi, toute la loi.

Jean-Pierre NAVARRO : Ce que vous dites est de mauvaise loi.

Monsieur le Maire : Y-a-t-il d'autres interventions ? Il n'y en a pas. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 2 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **03**

Rapporteur : **JY CHAPELET**

Objet : **Approbation du Compte administratif 2016.**

1/Note synthétique de présentation :

Le Compte administratif 2016 présente les résultats suivants :

sur le budget principal, un excédent de 596.332,86 euros,

sur le budget assainissement, un excédent de 247.279,92 euros,

sur le budget eau, un excédent de 86.323,90 euros,

sur le budget zone de Berret, un déficit de 119.406,22 euros,

sur le budget de la caisse des écoles, un excédent de 12.959,76 euros,

le budget de liquidation du SIE Bagnols-Lussan, présente un résultat équilibré à zéro.

Les documents joints en annexe retracent pour chacun des budgets le résumé de l'exécution budgétaire de l'exercice 2016.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 29 mars 2017.

Jean-Yves CHAPELET : Comme la loi nous l'impose, nous voterons les budgets un par un. Je rappelle ce qu'est le compte administratif. Le compte administratif permet de vérifier nos dépenses, par rapport à ce que nous avons voté sur le BP et sur les DM qui y ont été associés sur l'année 2016 et de les comparer au budget initial. Il ne s'agit donc pas aujourd'hui de refaire le budget, de rediscuter le budget, il s'agit bien de constater et d'échanger sur le compte administratif. Je vous rappelle les conditions d'élaboration du budget 2016 qui restent les mêmes aujourd'hui, à savoir de continuer à participer au plan de réduction des déficits nationaux. Nous avons misé sur un budget très serré et force est de constater qu'à la fin de la réalisation de ce budget nous avons gagné notre pari en étant au-delà de ce que nous avons voulu. Si nous avons réalisé le budget dans son intégralité et au même rythme de dépenses qui était annoncé nous serions à un budget à zéro. Or, il s'avère que nous avons 596 332,86 € de bénéfice, d'économies supplémentaires que nous avons réussi à réaliser au titre de cet exercice. Si nous détaillons ces 596.332,86 €, nous avons au titre du fonctionnement un excédent de 3.074.376,61 € et en

investissement un déficit de 2.478.043,75 €, ce qui nous fait bien un compte administratif à 596.332,86 €.

De mémoire je ne pense pas avoir jamais vu ce type de compte administratif donc c'est un vrai tour de force que nous avons réussi à faire. Quand je dis « nous » j'associe derrière tous les services et tous les élus. Je pense que l'on aura à en discuter un peu mais les économies viennent de tous les secteurs, c'est-à-dire que chaque service, chaque élu a participé à la réalisation de ce compte administratif.

Si nous regardons plus particulièrement ce compte administratif, nous sommes dans une spirale vertueuse, nous sommes dans un cercle vertueux et c'est tant mieux car depuis le début de ce mandat c'est le compte administratif que nous voulions, que nous recherchions.

Si nous regardons les recettes, elles ont progressé à un rythme régulier, nous avons toutes les recettes que nous avons budgétisées, nous avons été les chercher même au-delà, c'est-à-dire qu'aujourd'hui nous avons un taux de réalisation des recettes qui est supérieur à 100%.

Par contre, nos dépenses ont diminué depuis 2014. Selon un document qui provient de la DGFIP donc ce n'est pas moi qui l'ai réalisé, nous avons diminué nos dépenses et nous sommes aujourd'hui dans l'effet inverse du ciseau. L'effet du ciseau c'est surtout ce qu'il faut éviter dans un budget mairie. C'est-à-dire vous diminuez vos recettes, vous augmentez vos dépenses et à un moment donné les deux courbes se croisent et quand elles se croisent vous commencez à être dans le rouge.

Aujourd'hui nous sommes dans une réalisation inverse c'est-à-dire que nous écartons les lames du ciseau.

En 2014, nous avons un autofinancement de 1.400.000 €, aujourd'hui en 2016, nous avons un autofinancement à environ 3.000.000 d'euros. C'est-à-dire que c'est de l'économie en fonctionnement que nous mettons en investissement ce qui nous évite d'avoir recours à des emprunts et c'est parce que nous évitons les emprunts que nous désendettions la commune. A ce titre-là, si je compare, en 2014 nous avons une dette par habitant qui s'établissait autour de 1 662 €/habitant, aujourd'hui nous sommes en dessous de 1 400 €/habitant. Nous avons diminué en deux ans de 15% la dette par habitant sur la commune de Bagnols. Ce qui veut dire que ce compte administratif traduit la réalité, nous sommes dans une phase de désendettement important de la commune.

Regardons maintenant plus en détail le tableau. Ce que je voulais vous montrer c'est que notre excédent aujourd'hui est de 596.332,86 € et cet excédent nous allons le réinjecter dans le budget 2017. Je pourrais vous commenter les chiffres mais ce n'est pas ça qui est important, je préfère vous donner quelques exemples pour vous expliquer comment est arrivé ce chiffre de 596.332,86 €. Quand je dis que tous les secteurs ont été impactés c'est que tous les secteurs ont participé à ce plan d'économies. Aujourd'hui, si je prends la ligne « fluides » nous avons une dépense en moins par rapport au budget de 85.813 €. Pourquoi 85.813 € ? Parce que nous touchons les dividendes d'un investissement que Monique a réalisé depuis quelques années. Je vais vous donner un exemple, toutes les chaudières qui sont sur les bâtiments communaux ont été rénovées, à par celle de Jules-Ferry qui va être amenée à être reprise. Aujourd'hui, nous avons des chaudières qui nous permettent de réguler les températures et de faire des économies. Nous avons également pas mal isolé. Ce qui fait qu'aujourd'hui en matière de fluides, de gasoil, de gaz, d'électricité, de renégociation de contrats nous sommes arrivés à économiser 85.813

€. L'éclairage public sur le territoire, il n'y a plus de lampes de sodium. Elles ont toutes été remplacées du moins dans le centre-ville et dans sa périphérie proche, par des lampes Led. Là on a une consommation de 32.000 € en moins.

Sur la gestion du pluvial, l'année dernière nous avons travaillé sur une renégociation de contrat. Je ne vais pas donner le nom de la Société mais nous avons réduit notre voilure, en terme de contrat, nous avons choisi une entreprise plus innovante, ce qui nous permet aujourd'hui une économie sur ce contrat de plus de 10% de la somme que nous avions prévue. Sur les Jardins en Cèze, nous avons décidé de faire une Délégation de Service Public. Or, il s'avère qu'en interne, je reviens sur ce que vous disiez M. Roux au dernier Conseil Municipal, nous avons en interne des ressources en personnels motivés, nous avons donc abandonné la DSP ce qui nous a permis d'économiser 52.000 €. Voilà, je pourrais continuer sur ces exemples.

Sur les recettes, c'est l'inverse, nous avons cherché d'autres recettes. Je vais vous donner également deux ou trois exemples.

Sur les manifestations culturelles, grâce au travail de Mme Courbey et du service culturel, nous avons une programmation plus diverse, avec plus de fréquentation. C'est 27.000 € de recettes supplémentaires.

Sur le service éducation, je ne vais pas donner de nom mais il est une personne que je voulais particulièrement remercier, c'est la personne qui s'occupe du contrat jeunesse, qui grâce à sa pugnacité, grâce à ces sollicitations auprès de la CAF car elle n'a pas « lâché le morceau » comme on dit, c'est environ 30.000 € de recettes supplémentaires qu'elle nous a obtenus.

Nous avons mis aussi des procédures internes différentes pour dépenser, c'est-à-dire qu'aujourd'hui toutes les dépenses passent par un ensemble de filtres et de questionnements qui nous permet de savoir sur chaque dépense, s'il est pertinent de la faire ou pas.

Tous ces petits morceaux sont mis bout à bout au quotidien sans altérer la qualité du service que l'on doit rendre au public. Je pourrais vous énumérer dans le détail toutes les lignes budgétaires mais ce n'est pas le but. Le but est de vous faire sentir les économies que nous avons fait où nous avons été les chercher et puis je ne voulais surtout pas oublier le travail qui a été fait par le service des ressources humaines qui a participé à environ 50% de ces 300.000 €, c'est-à-dire grâce à la mutualisation, grâce à la réflexion sur chaque départ en retraite, comment on le remplace, est ce qu'on mutualise sa tâche ? C'est du quotidien. Je rappelle que dans le budget que nous avons voté en début d'année nous avons aussi intégré le GVT, les 0,6% d'augmentation du point d'indice et malgré cette contrainte sur le personnel que dès le début du budget nous avons fléchée, nous avons été grâce au travail que font les services de RH, que font les chefs de service et que font les élus, nous sommes allés chercher aussi 300.000 € dessus.

Monsieur le Maire : L'excédent de 596.332,86 € que je vais pouvoir apprendre par cœur avec délectation et qui consacre le désendettement de la commune. Rappelez-vous lorsque nous sommes passés d'une dette de 1 700 €/habitant à 1 692 €/habitant en 2014. Tout le monde s'était moqué de nous, de ces 8 euros mais malgré les hauts niveaux d'investissements on avait réussi à désendetter, certes faiblement, mais on avait réussi. En trois ans, nous avons fortement désendetté puisque nous sommes presque à 500 €/habitant. On consacre l'autofinancement, là aussi un cercle vertueux, je vous rappelle que c'est cet autofinancement qui nous

permet d'investir, qui nous permet de ne pas avoir recours à l'endettement donc c'est vraiment ce cercle vertueux. La baisse des dépenses, la hausse des recettes bien sûr c'est la bonne santé financière. La baisse des dépenses, rappelez-vous aussi, quand on vote le budget, très souvent on nous explique qu'on ne fait pas les choses comme il faudrait, non seulement on les fait bien mais en plus on va au-delà avec 596.332,86 € d'économies, c'est énorme. La suspicion permanente sur le fait qu'on embaucherait à tire-larigot alors que nous travaillons sur la polyvalence et que nous développons systématiquement sur l'efficacité des services et que évidemment on est très loin de la caricature de gabegie qui pouvait être évoquée à une époque. A chaque critique, je vous ai dit rendez-vous au compte administratif. Nous y sommes et il montre bien ce que l'on disait, il est réel, honnête et sincère et que cette exécution budgétaire a été réussie. A mon tour, je voudrais vous féliciter M. Chapelet, vous qui avait beaucoup travaillé même si souvent il a fallu dire non, même s'il a fallu faire des économies.

Christian ROUX : Sur le plan des félicitations effectivement on peut vous féliciter car ce compte administratif est réellement conforme à vos engagements. Effectivement on s'aperçoit que ce CA vous conforte dans ce qui avait été prévu. Après en termes de félicitations sur les économies d'échelles, etc. je pense que là aussi on peut vous féliciter d'avoir engagé des opérations d'économies, de mutualisation, etc. Après pour revenir aux recettes, je voudrais juste mettre un petit bémol, effectivement quand on parle des recettes il y a quand même un million d'euros de recettes qui sont dues à l'augmentation des taxes locales, c'est important de le dire.

Ensuite, quand je regarde l'autofinancement qui est important effectivement, vous avez dégagé un autofinancement qui est conséquent, je me dis, à la limite, peut-être que vous auriez pu ne pas augmenter les taxes locales de 10%. Il était important de le préciser. Donc, ce bas de laine qui existe aujourd'hui on ne peut que vous en féliciter en espérant que vous en fassiez bon usage parce qu'aujourd'hui, quand même, on a eu l'occasion d'en débattre lors du DOB, je pense que c'est important d'investir dans cette ville au regard, de l'état de certaines installations, de certaines dégradations de trottoirs, de rues, etc., merci beaucoup.

Monsieur le Maire : Je vais commencer par la fin sur l'investissement dans la ville. Vous ne vous trompez pas, c'est exactement ce que l'on avait dit à l'époque des taux, c'est 100% sur l'investissement les taux. Les économies qui sont réalisées là ne sont pas liées à ça. Ensuite sur un budget de 30 000 000 €, le produit dont vous évoquez c'est un million à peu près et ce million correspond, quasiment au centime près, à la baisse des dotations de l'Etat, vous pouvez faire le calcul. La DGF a baissé de 1.048.836 € et la fiscalité a augmenté de 1.161.695 €, pas à l'euro près mais à 60 000 € près on est sur les mêmes niveaux. Mais au-delà, encore une fois, c'était le moment des investissements, on l'avait dit déjà qu'on freinait beaucoup de choses mais qu'on faisait appel à du public-privé pour continuer à avancer, que l'investissement on le mettait à 100% sur des études puisque pour réaliser des projets aujourd'hui, vous le savez bien, il faut déjà les anticiper. Donc, il suffit de tourner dans Bagnols pour voir un certain nombre de travaux qui existent aujourd'hui et qui ont été anticipés. Voilà ce que je voulais répondre et puis merci pour votre honnêteté intellectuelle.

Jean-Pierre NAVARRO : Depuis mon retour au Conseil en 2015, je vous observe avec beaucoup d'attention, guettant le moindre faux pas mais j'en suis pour mes frais.

Je suis obligé à l'heure actuelle de vous assimiler à Pénélope mais pas celle dont il est question de nos jours. La vraie Pénélope, la femme d'Ulysse, de qui est issue l'expression « Cent fois sur le métier remettez votre ouvrage » et ce patient labeur finalement donne de bons fruits, de bons résultats. Malgré le pénalisant contexte national et le lourd déficit d'investissement issus de 2015, vous vous en sortez avec un solde positif hors « reste à réaliser », il faut le préciser. Je ne peux que vous encourager à continuer cette besogne cent fois et cent fois et je vois qu'elle donne de bons résultats. Je vous en félicite.

Monsieur le Maire : En parlant d'Ulysse vous savez c'est marrant, je me souviens d'un Grand Maire qui s'appelait Ulysse et vous avez un petit fils ici d'une adjointe qui s'appelle également Ulysse donc vous voyez, ce prénom se transmet à toutes les générations du plus jeune au plus ancien. Mais Ulysse, moi ce que j'ai toujours retenu dans l'Iliade, c'est le courage et la fidélité et pour l'un comme pour l'autre soyez assuré que notre équipe n'en manque pas.

Claude ROUX : Lors du BP j'avais voté contre, manifestement vous avez tenu vos paroles, félicitations comme l'a dit M. Roux donc je m'abstiendrai au lieu de voter contre.

Claudine PRAT : Je voulais faire à peu près la même remarque. Effectivement votre budget est conforme à vos prévisions. A noter quand même qu'au niveau de l'investissement il y a effectivement, par rapport au projet, des énormes baisses, une réalisation de l'investissement qui est de la moitié à peu près d'où le résultat mais plutôt que d'être contre, nous, nous abstiendrons.

Monique BAYLE : Je voulais répondre à M. Navarro pour lui dire que la Pénélope en question, à ne pas confondre, ce n'est pas elle qui a dit « sans cesse sur ton métier remet l'ouvrage » et qu'en plus elle, elle détruisait son travail la nuit pour le refaire le jour.

Jean-Yves CHAPELET : On va attendre que M. le Maire sorte de cette salle pour mettre au vote le compte administratif pour le budget principal de l'année 2016. Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? **8 abstentions** (*S. ROUQUAIROL* *procuration* à Ch. ROUX, C. PRAT, Ch. ROUX, Y. ORTIZ, Cl. ROUX, A-M AYMERIC, M. AYMERIC *procuration* à A-M AYMERIC, J-P NAVARRO)

Claudine PRAT : Est-il vrai que sur un budget qui était prévu à 3.8 millions en réalisation on est à 1.250.000 €, ce sont des travaux qui sont reportés ?

Jean-Yves CHAPELET : Oui, je vous l'avais précisé la dernière fois. Ce sont les travaux que nous avons commencé à provisionner pour la route d'Orsan. Vous avez bonne mémoire.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

Le budget Assainissement est adopté à l'unanimité.

Sur le budget de l'eau qui s'établit à 86.323,90 €. Là aussi Mme Prat nous avons fait une petite provision sur l'exercice 2015.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

Le budget Eau est adopté à l'unanimité.

Sur la zone du Berret : il nous reste une parcelle à vendre. J'espère que l'année prochaine on le votera à zéro.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

Le budget de la zone de Berret est adopté à l'unanimité.

Sur le budget de la caisse des écoles qui s'établit à 12.959,76 €. Y-a-t-il des commentaires ? Non.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

Le budget Caisse des écoles est adopté à l'unanimité.

Question n° : **04**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Affectation du résultat 2016.**

1/Note synthétique de présentation :

En application des instructions comptables M14 et M49, il appartient au Conseil municipal d'affecter l'excédent de la section d'exploitation constaté au dernier Compte administratif.

L'affectation vise à réaliser effectivement l'autofinancement prévu, en inscrivant en réserves le montant nécessaire à la couverture des besoins de financement de la section d'investissement.

Le Compte administratif 2016 venant d'être approuvé, il est proposé d'affecter les résultats 2016 de la façon suivante :

Budget Principal

Excédent de fonctionnement	3.074.376,61 euros
Couverture du déficit d'investissement	2.478.043,75 euros
Solde = Dépenses nouvelles de fonctionnement	596.332,86 euros

Budget Assainissement

Excédent d'investissement	987.535,16 euros
Couverture du déficit de fonctionnement	740.255,24 euros
Solde = Dépenses nouvelles d'investissement	247.279,92 euros

Budget Eau

Excédent de fonctionnement	99.587,22 euros
Couverture du déficit d'investissement	13.263,32 euros
Solde = Dépenses nouvelles de fonctionnement	86.323,90 euros

Budget zone de Berret

Déficit d'investissement	119.756,22 euros
Recettes nouvelles d'investissement	119.756,22 euros
Excédent de fonctionnement	350,00 euros
Dépenses nouvelles de fonctionnement	350,00 euros

Budget Caisse des Ecoles

Excédent de fonctionnement	11.298,25 euros
Dépenses nouvelles de fonctionnement	11.298,25 euros
Excédent d'investissement	1.661,51 euros
Dépenses nouvelles d'investissement	1.661,51 euros

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 29 mars 2017.

Jean-Yves CHAPELET :

Budget Principal

Excédent de fonctionnement	3.074.376,61 euros
Couverture du déficit d'investissement	2.478.043,75 euros
Solde = Dépenses nouvelles de fonctionnement	596.332,86 euros

Lorsque nous faisons la couverture du déficit d'investissement nous nous retrouvons avec le chiffre précédent que nous avons rencontré au compte administratif et que nous proposons de réaffecter à des nouvelles dépenses de fonctionnement. On le met en fonctionnement et dans l'année, au moment de la DM, nous réaffecterons une partie en investissement.

Budget Assainissement

Excédent d'investissement	987.535,16 euros
Couverture du déficit de fonctionnement	740.255,24 euros
Solde = Dépenses nouvelles d'investissement	247.279,92 euros

Pour l'assainissement nous avons la même démarche. Nous réaffectons les 247.279,92 directement en dépenses d'investissement. Sur l'assainissement on inverse le budget du fait qu'à l'intérieur du fonctionnement on a les remboursements de la station d'épuration.

Budget Eau

Excédent de fonctionnement	99.587,22 euros
Couverture du déficit d'investissement	13.263,32 euros
Solde = Dépenses nouvelles de fonctionnement	86.323,90 euros

Nous réaffectons pour des nouvelles dépenses de fonctionnement.

Budget zone de Berret

Déficit d'investissement	119.756,22 euros
Recettes nouvelles d'investissement	119.756,22 euros
Excédent de fonctionnement	350,00 euros
Dépenses nouvelles de fonctionnement	350,00 euros

Nous avons un excédent de fonctionnement de 350 € mais je ne peux pas vous dire pourquoi. Je pense que c'est peut-être une dépense sur la zone du Berret. On propose de le réaffecter en dépenses de fonctionnement. Mais je vais quand même me renseigner pour ces 350 €.

Budget Caisse des Ecoles

Excédent de fonctionnement	11.298,25 euros
Dépenses nouvelles de fonctionnement	11.298,25 euros
Excédent d'investissement	1.661,51 euros
Dépenses nouvelles d'investissement	1.661,51 euros

Un excédent de 1.661,51 € que nous reportons en investissement.

Monsieur le Maire : S'il n'y a pas de question nous passons au vote.
Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 4 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **05**

Rapporteur : **JY CHAPELET**

Objet : **Subventions de fonctionnement aux associations pour l'année 2017.**

1/Note synthétique de présentation :

Les subventions que l'on propose d'attribuer aux associations pour l'année 2017 s'élèvent à 281.200 euros.

Elles se répartissent de la façon suivante :

- Secteur sportif	190.870 Euros
- Secteur social	19.350 Euros
- Secteur culturel	14.870 Euros
- Secteur scolaire	4.510 Euros
- Associations patriotiques	1.350 Euros
- Subventions soumises à action	46.850 Euros
- Divers	270 Euros
- Crédits non affectés	3.130 Euros

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 29 mars 2017.

Jean-Yves CHAPELET : Sur les subventions, je rappelle que nous avons voté dans le cadre du budget 2017 une enveloppe à 281.200 € que nous avons voulu préserver malgré les plans d'économies. Je vous laisse le soin de découvrir le détail.

- Secteur sportif	190.870 Euros
- Secteur social	19.350 Euros
- Secteur culturel	14.870 Euros
- Secteur scolaire	4.510 Euros
- Associations patriotiques	1.350 Euros
- Subventions soumises à action	46.850 Euros
- Divers	270 Euros
- Crédits non affectés	3.130 Euros

Christian ROUX : J'ai quelques questions par rapport à des subventions qui sont en augmentation ou des confirmations plutôt. Je pense tout particulièrement au club de hand-ball qui a une subvention qui passe de 45.000 € à 90.000 €. Je suppose que c'est dû au passage en division supérieure. Le judo club qui passe de 1.400 € à 1.900 €. L'Office des sports de 5.000 € à 1.500 € avec une baisse significative et le RCBM de 11.000 € à 16.000 €.

Monsieur le Maire : Vous avez oublié le FCBP. M. Poutier va vous répondre mais sur le foot et le rugby cela faisait des années que leurs subventions n'avaient pas bougées.

Vincent POUTIER : Concernant le foot et le rugby c'est aussi pour compenser, en effet, la nouvelle régionalisation. Aujourd'hui, vous avez une modification des championnats qui font que vous avez des frais de transport qui sont de plus en plus importants. Le rugby aussi va passer, également, en zone Occitanie, en clair ils vont jouer jusqu'à Tarbes.

En ce qui concerne le judo, si vous vous rappelez, l'année dernière, nous n'étions pas d'accord sur la manière dont ils pouvaient gérer un certain nombre de choses. Après plusieurs discussions nous avons rétabli la subvention de 2015. En ce qui concerne l'Office des sports vous avez, dans ce Conseil municipal, 3 élus à la fois de la majorité et de l'opposition qui suivent les conseils d'administration où on a choisi, en fin de compte, de préparer une convention de projets et d'objectifs où on a réservé une part de fonctionnement à hauteur de 1500 €, ce qui correspond à ce que vous avez dans la subvention 2017 et quand vous lisez, notamment « Les subventions soumises à action particulière », vous retrouvez en fin de compte des fonds qui sont fléchés pour l'Office des sports. Ce qui fait qu'en clair, nous avons à quelques euros près sensiblement la même dotation pour l'office des sports que l'an passé mais suivant une écriture budgétaire différente.

Claude ROUX : Sur des dotations 2017, certains postes sont à zéro. Pourquoi ?

Monsieur le Maire : Vous avez deux possibilités, soit nous n'avons pas reçu le dossier de demande de subvention auquel cas nous mettons la subvention dans les « Non attribué » et dans le courant de l'année on pourra y revenir, soit l'activité est modifiée ou s'est arrêtée.

Claudine PRAT : Je voudrais revenir sur le Hand. Il existait une convention tripartite avec l'Agglo qui est caduque je suppose ?

Monsieur le Maire : Oui et non puisque l'on continue à porter les couleurs de la Rhodanie et ils continuent à venir dans les NAP, c'est comme cela que l'on a les financements d'ailleurs en fait.

Claudine PRAT : D'accord, et la subvention qui était de l'Agglo vers le club est rebasculée sur la commune ?

Monsieur le Maire : Je vous le dis, aujourd'hui c'est financé via les NAP.

Claudine PRAT : D'accord, en fait l'augmentation de 45.000 € à 90.000 € de la subvention du hand n'est pas la rétrocession de la subvention de l'Agglo.

Monsieur le Maire : Nous financièrement on récupère sur les NAP si vous voulez puisqu'on les paye pour faire leurs prestations au lieu de payer l'Agglo...

Claudine PRAT : D'accord.

Jean-Pierre NAVARRO : Je remercie Claude Roux qui m'a servi de porte-parole puisqu'il a anticipé mes deux questions. J'étais un peu inquiet sur la disparition de certaines associations importantes comme Alzheimer Gard, Sesame Autisme, Accidentés du Travail, etc. Par contre, je salue deux nouveaux arrivants : Les Amis des Musées et Know Out. Pour l'Académie de Lascours, c'est réglé.

Ghislaine COURBEY : Pour les Amis des Musées, ils étaient en sommeil depuis quelques temps. Le nouveau bureau est venu, nous a présenté un petit projet déjà pour commencer à faire vivre cette association. Il est évident que l'on n'allait pas donner la subvention qu'ils avaient à l'époque quand les Amis des Musées étaient en pleine activité et aidaient beaucoup le service culturel aussi dans la programmation d'arts au centre d'art Rhodanien. Donc, on leur verse cette subvention par rapport au projet qu'ils nous ont présenté. Bien sûr, l'attribution des subventions est soumise à des critères par rapport à l'activité de l'association et ce qu'elle représente et si elle fait vivre la ville, c'est un critère important.

Monsieur le Maire : Est-ce qu'il y a d'autres questions ? Il n'y en a pas. Vous avez également l'APE Jules-Ferry qui a besoin d'un coup de main cette année par rapport à tout ce qui s'y est passé, en plus ils ne peuvent pas faire la kermesse comme ils souhaitaient la faire donc on lui verse 1.800 € pour permettre aux sorties scolaires de se réaliser l'année prochaine. Je salue le dynamisme des parents de l'école Jules Ferry qui sont très volontaires et dynamiques. Nous passons au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 5 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **06**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Modification du tableau des effectifs du personnel communal.**

1/Note synthétique de présentation :

Il s'agit de modifier le tableau des effectifs du personnel communal pour tenir compte du plan de résorption de l'emploi précaire délibéré en Conseil municipal le 10 décembre 2016 comme suit :

Suppression	Création	Observations
	2 postes d'ASEM principal 2 ^{ème} classe à temps complet	- Résorption emploi précaire
	1 poste d'adjoint technique à temps non complet à raison de 32h hebdomadaires	- Résorption emploi précaire
	1 poste d'adjoint d'animation à temps non complet à raison de 18h30 hebdomadaires	- Résorption emploi précaire
	2 postes d'adjoints techniques à temps non complet à raison de 18h30 hebdomadaires	- Résorption emploi précaire

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 29 mars 2017.

Monsieur le Maire : Y-a-t-il des questions ? Il n'y a pas nous passons au vote.
Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 6 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **07**

Rapporteur : **M. COUSTON**

Objet : **Association « La Pétanque Atomique Bagnolaise » : attribution d'une subvention pour l'organisation de concours pendant la fête votive 2016.**

1/Note synthétique de présentation :

L'association « La Pétanque Atomique Bagnolaise » a organisé quatre concours de boules dans le cadre des manifestations festives de la ville du 8 au 13 septembre 2016.

Il est proposé de verser à cette association une subvention de 500 € pour sa participation.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 29 mars 2017.

Maxime COUSTON : Ce sont les concours classiques pour la fête votive. Pour les non-initiés, les 3D ce sont les 3 disciplines, bouliste, pétanque Lyonnaise et Provençale. Et ici je crois que l'on peut féliciter quelqu'un qui excelle dans ce domaine et qui nous montre toujours son talent, c'est notre ami Christian Suau qui porte haut et loin les couleurs de l'équipe municipale à chacune de ces épreuves.

Monsieur le Maire : Est-ce qu'il y a des questions ? Il n'y en a pas, nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 7 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **08**

Rapporteur : **M. CEGIELSKI**

Objet : **Subvention à l'A.G.A.V.I.P. (Association Gardoise d'Aide aux Victimes d'Infractions Pénales) pour le financement d'une partie du poste d'intervenant social en commissariat de Police.**

1/Note synthétique de présentation

Dans le cadre de la programmation 2015 du Contrat Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), un poste (à 50 %) d'intervenant social en Commissariat de police porté par l'Association Gardoise d'Aide aux Victimes d'Infractions Pénales a été créé pour améliorer la prévention des violences faites aux femmes, des violences intrafamiliales, et l'aide aux victimes.

Au regard du bilan probant des actions menées grâce à cet intervenant social, il apparaît nécessaire de prévoir une augmentation du temps de travail.

Après discussion avec les partenaires (État, Conseil Département et Ville de Bagnols-sur-Cèze), il a été proposé d'augmenter le temps de travail à 75 % à compter du 1er juillet 2017.

Cette proposition fait partie de la programmation 2017 du CLSPD (voir la convention de partenariat en annexe).

La répartition financière entre les partenaires est la suivante :

- Ville de Bagnols : 11 050 €
- État : 7 600 €
- Conseil Départemental : 7 600 €

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 29 mars 2017.

Claudine PRAT : Si l'on augmente son temps de travail c'est qu'il effectue un travail efficace, ce qui est très bien. Par contre, il est désolant de voir qu'il ait besoin d'effectuer ce travail car cela veut dire, malheureusement, qu'il y a beaucoup de gens qui font appel à ses services.

Michel CEGIELSKI : Vous pouvez reformuler ou je reformule à ma façon ?

Claudine PRAT : Je veux dire qu'il est dommage qu'autant de personnes aient besoin de ses services et qu'on soit obligé d'augmenter son temps de travail.

Monsieur le Maire : On est tous d'accord. Sauf que, si vous voulez, c'est un peu le principe du thermomètre. Quand vous avez de la fièvre, si vous ne prenez pas votre température cela ne veut pas dire que vous êtes en bonne santé, c'est parce que vous avez quand même de la fièvre sauf que vous ne le savez pas ou que votre thermomètre est détérioré. Donc, aujourd'hui il y a des situations, si vous voulez, qui au commissariat et à d'autres endroits mais notamment au commissariat puisque là on parle bien de quelqu'un qui est en poste au commissariat, qui ne suscitent pas forcément de plaintes ou si elles suscitent des plaintes, demandent une gestion sociale nécessaire. Et au commissariat, les policiers n'ont pas le savoir-faire, ils en ont d'autres, mais ils n'ont pas ce savoir-faire à disposition, d'autant que cela n'arrive pas forcément aux heures les plus faciles etc. Donc, un travail a été fait avec les services de l'Etat, le Procureur, la Préfecture et nous, pour proposer un essai qui était de mettre une professionnelle, physiquement située au commissariat et qui travaille avec l'ensemble du réseau et force est de constater qu'elle est capable aujourd'hui d'apporter les solutions à toutes sortes de problèmes qui sont connexes à la plainte et que sa place est vraiment au commissariat physiquement.

Michel CEGIELSKI : Vous avez raison de poser cette question parce qu'on pourrait s'imaginer que cela concerne la délinquance ou autre, alors que ses principales interventions concernent les violences conjugales, concernent la protection de l'enfance parfois ça va de pair et les cas difficiles de séparation. Dans ces cas-là, il faut qu'il y ait une action qui se fasse, j'allais dire, dans l'heure qui suit, notamment dans les violences conjugales. Là dans le rapport j'ai l'exemple d'une dame assez âgée atteinte d'Alzheimer qui subit des violences conjugales, vous comprenez bien que l'on ne peut pas régler ce problème à travers la justice et attendre quelques mois pour qu'elle réponde. Cette prise en charge et le fait que cette personne soit basée au commissariat de police, alors il a fallu attendre un temps d'adaptation, c'est vrai, avec les policiers, parce qu'ils ne sont peut-être pas formés complètement à ça mais maintenant que j'ai des retours notamment du commandant Farel on ne pourrait plus s'en passer parce que non seulement ça les soulage, ça canalise les demandes et puis derrière il y a une action pratiquement immédiate.

Denis RIEU : Sur le plan social, je crois que l'interface est important parce qu'effectivement ce n'est pas le travail des policiers de prendre en charge le côté social non pas qu'ils n'aient pas une fibre sociale mais ce n'est pas leur cœur de métier et effectivement à travers le social au sein du commissariat on voit tous les jours l'intérêt que ça a parce que cette personne connaît le réseau, sait à qui s'adresser et fait gagner un temps important et puis aussi il y a les coûts. Les coûts d'un travailleur social ne sont pas les mêmes, je suis désolé, que les coûts d'un policier, ils n'ont pas les mêmes objectifs, ce n'est pas le même métier. Quand on rencontre, en général, un policier pour des problèmes personnels on n'a pas tendance à se confier à un policier, une assistante sociale dans un commissariat c'est quand même une autre écoute et c'est vraiment très important. Ça permet à des personnes de faire le pas, de déposer la plainte ce qui n'est pas toujours facile. Il y a tout un processus qui s'enclenche grâce à la présence de cette personne qui par ailleurs est très efficace.

Claudine PRAT : Je suis ravie qu'on ait pu développer le sujet, ma remarque n'était pas du tout pour critiquer le système mais au contraire pour constater que c'était nécessaire.

Michel CEGIELSKI : C'est pour cela que je dis que vous aviez raison. Et pour finir, si vous permettez M. Le Maire, comme action à venir, qui existe déjà qui a démarrée l'année dernière en fait, c'est la mise en place d'une action de prévention contre les dangers d'internet auprès des élèves des collèges. Vous voyez non seulement il y a une amélioration en continue, mais aussi ça s'adapte, on va dire, à l'air du temps.

Monsieur le Maire : Et puis il fallait aussi que nos partenaires acceptent le cofinancement. Nous sommes les co-financeurs majeurs pour 11.000 €, l'Etat pour 7.600 € et idem pour le Conseil départemental mais il fallait quand même qu'ils acceptent d'augmenter un peu leur participation. Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 8 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **09**

Rapporteur : **G. COURBEY**

Objet : **Association Suédoise d'Art de Bagnols-sur-Cèze : attribution d'une subvention.**

1/Note synthétique de présentation :

L'Association Suédoise d'Art de Bagnols-sur-Cèze souhaite organiser un parcours d'expositions intitulé « Les mordus du dessin » dans plusieurs lieux municipaux tels que la Cave Hôtel-Mallet, la médiathèque et le centre d'art rhodanien Saint-Maur du 6 au 18 juin prochain.

Le président souhaite obtenir une subvention pour l'organisation de cette manifestation artistique.

Il est proposé d'attribuer à l'Association Suédoise d'Art de Bagnols-sur-Cèze une subvention de 260 €.

Question présentée à la Commission culture et patrimoine du 27 mars 2017 et à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 29 mars 2017.

Monsieur le Maire : Pour vous situer géographiquement cette école, elle se situe dans l'ancien hôtel du Mont-Cotton, rue Saint-Victor. C'est une école Post Bac de Suède et nous voulions profiter évidemment de cette question pour avoir une pensée toute particulière pour ce qui s'est passé hier à Stockholm et pour leur dire toute notre solidarité suite à ces actes inqualifiables évidemment et nous adressons ce message au peuple Suédois et à la communauté toute entière qui est attachée aux valeurs de la République et de la Liberté. Ces citoyens Suédois sont vraiment des citoyens investis dans la ville de Bagnols sur Cèze.

Ghislaine COURBEY : L'année dernière, trois d'entre eux qui ont voulu rester ont réussi le concours pour rentrer aux Beaux-Arts en France, un à Marseille, un à Nîmes et un à Lille. Quand on sait combien il est difficile de rentrer aux Beaux-Arts par concours, c'est donc une très bonne école et je suis ravie de travailler avec eux ainsi qu'avec Jean-Noël Criton que je n'ai pas cité mais qui fait partie de cette organisation.

Monsieur le Maire : Y-a-t-il des interventions ? Il n'y en a pas, nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 9 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **10**

Rapporteur : **G. COURBEY**

Objet : **Proposition de dons de plusieurs œuvres au musée Albert-André.**

1/Note synthétique de présentation :

Plusieurs artistes se proposent de faire don au musée Albert-André de la ville de Bagnols-sur-Cèze, de plusieurs œuvres dont voici la liste :

Don d'une toile du peintre Hänni :

- *Les Baux, du Levant*, fusain et huile sur toile, 1993

Cette oeuvre offerte au musée par l'artiste, représente une vue sur les Baux-de-Provence. Elle viendrait enrichir le fonds de peintures de paysages régionaux du musée, très apprécié du public.

Don d'une toile et d'œuvres graphiques de Pierre Clerc :

- *Dans la lumière vacante*, huile sur toile, 1977
- *Anthropos*, lithographie sur papier, 1977
- *Anthropos*, gouache sur papier, 1976
- *Rune n°6*, gravure couleur sur papier, 1970-1980

Offertes au musée par l'épouse de l'artiste, Geneviève Clerc, ces œuvres viendraient enrichir le fonds d'art contemporain. Né à Nîmes, Pierre Clerc a fait partie du courant d'avant-garde des années cinquante. Son oeuvre est présente dans de grands musées, tels que le musée national d'Art Moderne ou la Fondation Guggenheim.

Il est proposé au Conseil municipal d'accepter les dons faits au musée Albert-André de Bagnols-sur-Cèze et d'autoriser leur inscription à l'inventaire du musée.

Question présentée à la Commission culture et patrimoine du 27 mars 2017.

Monsieur le Maire : Y-a-t-il des questions ? Il n'y en a pas. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 10 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **11**

Rapporteur : **G. COURBEY**

Objet : **Proposition d'un don d'objets archéologiques au musée Léon-Alègre.**

1/Note synthétique de présentation :

Monsieur Jean-Philippe Colson, héritier de Mme Françoise Leclerc du Sablon, sa mère, propriétaire des parcelles 894 et 895 section D de la commune de Vénéjan au moment des fouilles menées par Monsieur Jean Charmasson sur le site de Lombren, se propose de faire don à la Ville de Bagnols-sur-Cèze des objets issus de ces fouilles.

Ces objets archéologiques représentent un intérêt pour la connaissance de l'occupation du territoire à la fin de l'Antiquité tardive (V^e-VI^e siècle de notre ère) dans la mesure où les sites de cette époque sont très rares dans la Vallée du Rhône.

La liste en annexe répertorie les objets provenant du site, jusque-là déposés au musée municipal Léon-Alègre et présentés dans une vitrine du parcours permanent.

Il est proposé au Conseil municipal d'accepter le don fait au musée Léon-Alègre de Bagnols-sur-Cèze et d'autoriser son inscription à l'inventaire du musée.

Question présentée à la Commission culture et patrimoine du 27 mars 2017.

Monsieur le Maire : Y-a-t-il des questions ? Il n'y en a pas, nous passons au vote.
Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 11 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **12**

Rapporteur : **G. COURBEY**

Objet : **Proposition d'un don de manuscrits par M. Jean Charmasson à la médiathèque de Bagnols-sur-Cèze.**

1/Note synthétique de présentation :

En complément du don effectué en juillet 2014, concernant l'oppidum paléochrétien de Lombren, M. Jean Charmasson souhaitait donner l'ensemble des manuscrits, livres, dessins, photographies et tout autre document concernant l'ensemble des fouilles archéologiques effectuées pendant ses quarante années à la présidence de la Société d'archéologie.

En digne héritier de Léon-Alègre, Jean Charmasson a voué sa vie à la découverte des peuples antiques ayant peuplé le Gard rhodanien. C'est un fonds d'exception que Jean Charmasson transmet à la ville de Bagnols-sur-Cèze, qui sera conservé à la médiathèque Léon-Alègre, avec l'intitulé « *Fonds Jean Charmasson* ».

Le Conseil municipal remercie Roseline Charmasson d'avoir suivi la volonté de son époux, M. Jean Charmasson.

Question présentée à la Commission culture et patrimoine du 27 mars 2017.

Monsieur le Maire : Nous avons une pensée évidemment pour Jean Charmasson qui nous a quittés et qui doit être sans doute à l'heure actuelle en train de s'engueuler avec Pierre Menjaud à travers quelques désaccords sur l'histoire locale. Ils nous manquent tous les deux.

Jean-Pierre NAVARRO : Je n'ai pas de question parce que Mme Courbey a été très claire comme à son habitude, mais simplement une petite réflexion parce que vraiment je me sens comblé, avec tous ces dons qui nous sont octroyés en ce moment, ce ne sont plus les cloches de Pâques qui s'annoncent mais plutôt le Père Noël.

Monsieur le Maire : Ce sont des dons importants pour la commune et pour son histoire. Si on veut aller dans l'avenir un peu sereinement il est important de savoir d'où l'on vient. S'il n'y a pas d'autres interventions, nous passons au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 12 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **13**

Rapporteur : **M. GRAZIANO-BAYLE**

Objet : Implantation de bornes de charge pour véhicules électriques et hybrides – occupation du domaine public.

1/Note synthétique de présentation :

Par délibération n° 041/2016 du 9 avril 2016, le Conseil municipal a :

- approuvé le transfert de la compétence « IRVE mise en place et organisation d'un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables » au SMEG (Syndicat Mixte d'Électricité du Gard) pour la mise en place d'un service dont l'exploitation comprend l'achat d'électricité nécessaire à l'alimentation des infrastructures de charge,
- adopté les conditions administratives, techniques et financières d'exercice de la compétence approuvée par le bureau du SMEG le 14 septembre 2015.

Ce projet de déploiement de bornes de charge pour véhicules électriques et hybrides étant porté par le SMEG, celui-ci demande maintenant à la commune :

- d'approuver les travaux d'implantation de bornes de charge pour véhicules électriques et hybrides situés place Pierre-Boulot et place Bourgneuf,
- d'approuver la convention d'occupation du domaine public établie en faveur du SMEG,
- d'autoriser le SMEG ou son ayant droit à en assurer la gestion et la maintenance à ses frais exclusifs en qualité de propriétaire des bornes et du système d'exploitation,
- de s'engager à payer la part communale aux travaux d'investissement et aux frais d'exploitation suivant la délibération syndicale du 14 septembre 2015 à un maximum de :
 - frais d'investissement : montant maximum 2 500 € TTC par borne,
 - frais de fonctionnement : montant estimé 720 € TTC par borne et par an.

Il est demandé au Conseil municipal de se prononcer favorablement sur ces quatre points.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 29 mars 2017.

Monsieur le Maire : Je ne sais pas si M. Chapelet peut voter étant donné qu'il est vice-président du SMEG depuis 15 jours ? Souvenez-vous, nous avons beaucoup travaillé d'abord au niveau de la CDCI pour qu'il n'y ait qu'un seul syndicat et ensuite

pour que des communes puissent rentrer. On était rentré pour partie déjà une première fois donc cette fois-ci on adhère complètement au SMEG.

Christian ROUX : Juste un commentaire, je pense que l'installation de bornes électriques va véritablement dans le bon sens. Cependant, est-ce que vous avez prévu d'investir dans des véhicules électriques pour les services techniques ou autres ?

Monsieur le Maire : Vous ne vous rappelez pas ? Nous avons déjà quelques voitures électriques, les petites « Oui-Oui ». Pour tout vous dire, nous avons un projet avec une start-up qui s'appelle Seven et qui est un projet régional avec GRDF. Je vais essayer de la faire simple, c'est-à-dire que nous on donne une intention de changer nos véhicules petit à petit vers du gaz naturel et en échange GRDF installe des pompes et produise même du gaz naturel. L'ADEME finance beaucoup. Alors il y a des primes pour les poids lourds. Sur les véhicules légers il n'y en a pas mais par contre il y a des contre parties puisque aujourd'hui sur des véhicules poids lourds avec les subventions, le gain sur la consommation, le temps d'amortissement serait de 2 ans. Aujourd'hui, je crois que nous sommes la 1^{ère} commune en Languedoc-Roussillon à rentrer en partenariat avec Seven et la 4^{ème} ou 5^{ème} d'Occitanie. Il y a un mois ou deux, nous étions à la Région où Seven présentait à tous les élus cette nouvelle directive et ensuite on essaye de les mettre en lien avec des logisticiens qui eux sont consommateurs en fait d'énergie.

Claude ROUX : Transporteurs, logisticiens, autocaristes et donc le but c'est d'avoir 20 engagements de véhicules pour que GRDF mette en place la station pour mailler au maximum le territoire ?

Monsieur le Maire : Absolument. Nous n'en sommes qu'à l'ébauche du projet, mais on est sur des intentions ce qui va aussi avec le maillage électrique, gaz naturel de l'environnement, en tous les cas, qui est important. Avec aussi tout ce qui serait peut-être lié aux transports d'ordures ménagères d'ailleurs le réseau passe à La Capelane par exemple, ce qui pourrait être un des endroits où on pourrait mettre la pompe puisque c'est carrossable pour les camions, il n'y a pas de soucis. C'est une grande plateforme pour faire les transports, les rechargements, etc. et puis toutes les bennes passent par là-haut forcément. Tous ces projets avancent ça va dans le bon sens.

Jean-Yves CHAPELET : Juste pour compléter la réponse à M. Roux. Sur les bornes électriques au niveau de la commune nous avons les 2 premières, nous aurons aussi 2 bornes supplémentaires qui se situeront au niveau du parking de la Cèze parce qu'elles seront associées aux ombrières photovoltaïques. Pour compléter sur le Smeg, aujourd'hui le déploiement des bornes dans le Gard c'est 187 bornes qui sont déployées grâce au Smeg. L'idée c'est qu'à terme, c'est-à-dire quand je dis « à terme » c'est qu'à la fin de cette année, quel que soit l'endroit du département où vous êtes, vous soyez à moins de 80 km d'une borne de recharge.

Claudine PRAT : Ces bornes vont être mises à disposition du public ?

Jean-Yves CHAPELET : Elles sont déjà utilisées par le public puisqu'elles sont en service depuis vendredi dernier. C'est un système relié à internet, la recharge est payante, dans un 1^{er} temps il y a une période de gratuité et pour compléter c'est ce qu'on appelle des bornes de recharge rapide. Nous, nous sommes portés candidats pour des recharges ultra rapides et donc trois bornes devraient être installées sur le département et si le Président du Smeg confirme son engagement, nous devrions être destinataires d'une de ces trois bornes.

Claudine PRAT : Les véhicules municipaux se rechargent sur ces bornes ?

Jean-Yves CHAPELET : Non. C'est comme pour les particuliers qui achètent un véhicule électrique, vous pouvez le recharger dans votre garage. Vous pouvez venir charger sur les bornes mais à priori d'après ce que j'ai appris, le tarif proposé sur ces bornes qui sont à destination du public, lorsque vous faites une moyenne sur l'année serait moins cher que si vous faites la recharge chez vous. Mais bon, il faut se déplacer, revenir chercher le véhicule, il faut compter les centimes d'euros.

Jean-Pierre NAVARRO : Une réflexion, vous annoncez deux points d'implantation respectivement place Pierre-Boulot et Place Bourg-Neuf. Je vous signale que le 2^{ème} point d'implantation se situe place du Cours Ladroit car la place Bourg-Neuf n'existe pas, n'a jamais existée à Bagnols, c'est le quartier Bourg-Neuf. Pour des gens qui ne connaissent pas Bagnols, s'ils demandent la place Bourg-Neuf avec un GPS vous ne la trouverez pas.

Monsieur le Maire : D'accord. Je voudrais féliciter aussi l'ensemble des élus parce qu'il y a eu beaucoup de concertation notamment pour le commerce, beaucoup d'allers retours pour la voirie, nous avons essayé de trouver le lieu le mieux approprié mais ils ont bougé plusieurs fois avant d'arriver où ils sont aujourd'hui. Est-ce qu'il y a d'autres interventions ? Non. Nous passons donc au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 13 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **14**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **École privée Sainte-Marie : attribution d'une subvention.**

1/Note synthétique de présentation :

La commune entend soutenir les projets de classes visant à ouvrir les enfants à la découverte de leur environnement, dans le cadre de leur épanouissement, favorisant ainsi leur apprentissage.

L'école Sainte-Marie va organiser un séjour au cours de cette année scolaire à Le Pouget dans l'Hérault (34) du 22 au 24 mai 2017 pour 2 classes de CE1.

Cette classe de découverte concerne 54 élèves et le coût total s'élève à 6 370 €.

Il est proposé :

- d'attribuer et de verser une subvention d'un montant de 500 € à l'école privée Sainte-Marie pour l'organisation de cette classe de découverte.

Question présentée à la Commission éducation, sport et jeunesse du 27 mars 2017 et à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 29 mars 2017.

Monsieur le Maire : Y-a-t-il des questions ? Il n'y en a pas. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 14 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **15**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Association « Bagnols-Marcoule Basket-Ball » : attribution d'une subvention dans le cadre du Pass-Loisirs.**

1/Note synthétique de présentation :

Dans le cadre de la mise en place du « Pass-Loisirs », plusieurs objectifs étaient visés :

- la découverte de multiples activités pratiquées sur la commune,
- l'accessibilité pour tous aux associations sportives et culturelles bagnolaises,
- une aide aux associations à se faire connaître,
- une réponse aux objectifs du PEDT.

De ce fait, les enfants qui ont découvert une activité au cours du « Pass-Loisirs » se voient proposer une participation de 15 € leur donnant ainsi une aide financière pour une inscription dans une association.

Ce principe permettant de favoriser l'accès aux associations.

Il a été conventionné avec les associations participantes au « Pass-Loisirs », qu'elles réceptionneraient ces « chèques associations » et les déduiraient du montant de la cotisation, la Ville s'engageant alors à verser une subvention en compensation.

Lors de la rentrée de septembre 2016, nous avons déjà réceptionné de nombreux chèques associations.

Le club de basket ayant inscrit des enfants en cours d'année, 8 chèques supplémentaires sont arrivés.

Il est proposé de verser une subvention de 120 € à l'association « Bagnols-Marcoule Basket-Ball ».

Question présentée à la Commission éducation, sport et jeunesse du 27 mars 2017 et à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 29 mars 2017.

Monsieur le Maire : Y-a-t-il des questions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ?

La question n° 15 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **16**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Association « Jeunesse en action » : attribution d'une subvention.**

1/Note synthétique de présentation :

L'association « Jeunesse en action » a souhaité renouveler les appareils de musculation de la salle municipale la Citadelle. Ces équipements devenaient dangereux et vétustes pour les usagers fréquentant cette installation (entre 30 et 50 personnes par jour).

En 2016, l'association a saisi l'opportunité d'acquérir un lot de 13 machines récentes, suite à la fermeture d'une salle de remise en forme.

A cet effet, l'association avait sollicité une aide financière de la commune. Une première tranche, d'un montant de 1 750 € a été versée en 2016.

Il est alors proposé de lui attribuer une subvention correspondant à la seconde tranche, d'un montant de 1 750 €.

Question présentée à la Commission éducation, sport et jeunesse du 27 mars 2017 et à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 29 mars 2017.

Christian ROUX : J'ai une question par rapport aux équipements qui ont été achetés. Est-ce que vous avez vérifié les certificats de conformité, ce sont des activités à risques ?

Vincent POUTIER : Tout à fait. C'est une salle de remise en forme qui nécessite du matériel professionnel qui coûte fort cher ce qui justifie ce choix de les aider à acquérir ce type de matériel qui est loin d'être donné, même d'occasion.

Jean-Pierre NAVARRO : J'ai sous les yeux la délibération du 6 février 2016 au cours de laquelle cette question a déjà été débattue. Vous dites que nous avons pris un engagement à doubler la mise de 1 750 € et je ne trouve nulle part cet engagement. Je ne suis pas contre, mais ce n'est pas une obligation, c'est une faveur. D'autre part, au cours de cette délibération M. Claude Roux avait pris sagement la parole et il l'avait mise en avant, il s'était plaint de l'état lamentable des locaux, du laisser-aller qui régnait là-dedans. J'ai le procès-verbal de la séance et donc il avait voté « contre » à cette époque là, je ne sais pas si vous vous en souvenez ? Cela m'avait un peu inquiété, je l'ai dit d'ailleurs au cours de la séance du 6 février 2016 et je voudrais savoir où on en est en ce moment avec ces locaux ?

Monsieur le Maire : Ce n'est pas une faveur que nous faisons à cette association mais comme avec toutes les associations, elles travaillent, elles rendent aussi un service à la collectivité, à la communauté donc il est important pour nous que l'on puisse leur donner les moyens de réaliser leurs actions. Nous ne sommes pas sur de la faveur mais sur de la logique de partenaire avec des associations.

Claude ROUX : Je vais répondre à M. Navarro. Effectivement, j'avais voté « contre » suite à une 1^{ère} visite que j'avais faite dans ces locaux dont l'état m'avait paru catastrophique. J'avais pris l'engagement d'y retourner avec M. Ouatzierga, la promesse a été tenue et j'avais été très agréablement surpris. Je m'en suis exprimé le Conseil d'après et aujourd'hui je n'apporterai aucun commentaire sur quoique ce soit.

Monsieur le Maire : Je n'avais pas prévu de le faire mais j'en profite pour vous remercier puisque je sais aussi votre engagement pour la collectivité au-delà de ce qui nous sépare puisque vous nous avez fait, grâce à votre intervention, obtenir 35 poutres je crois ?

Claude ROUX : Séparateurs mobiles de bois.

Monsieur le Maire : « Séparateurs mobiles de bois », ce sont de grandes poutres qui nous servent ensuite à reconditionner un certain nombre de parkings ou pour barrer, pour des problématiques de sécurité donc je voulais vous en remercier puisque c'est grâce à vos interventions qu'on a pu les avoir gracieusement.

Vincent POUTIER : Je voulais juste rajouter que le « Midi Libre » s'en était fait l'écho dans l'enquête sur le sport qui a eu lieu il y a quelques semaines. Souligner aussi le travail de toutes ces associations qui mutualisent aussi les équipements que l'on met à leur disposition. Ce n'est pas seulement le cas de « Jeunesse en action », il y en a plein d'autres mais « Jeunesse en action » en fait partie puisque sont accueillies aussi d'autres associations dans ces locaux et je crois que c'est important ce lien social, cet échange avec les autres associations donc c'est vrai que, nous, on attribue une aide à l'association qui est moteur pour équiper la salle municipale. Il faut bien savoir qu'un certain nombre d'équipements vont bien au-delà de l'association et sont utilisés par plusieurs associations, c'est le cas de la salle de la Citadelle, c'est aussi le cas d'autres salles notamment sur l'espace Ulmann sans parler des salles de sports, etc. Donc je crois que ce qui est important, ce lien qu'il y a entre les associations pour utiliser au mieux les équipements au regard de leurs activités.

Claudine PRAT : Chaque association assure un encadrement compétent parce que pour moi c'est une activité un petit peu à risques.

Vincent POUTIER : Tout à fait, c'est de leur responsabilité. Aujourd'hui ce sont des associations qui sont affiliées aux différentes fédérations sportives et c'est un des critères aujourd'hui de cette affiliation, c'est d'avoir du personnel diplômé. C'est à la fois un plus et un gage de qualité, c'est aussi pour les associations une charge

souvent financière supplémentaire de trouver des encadrements sportifs compétents mais c'est l'évolution du sport d'une manière générale et ce n'est pas spécifique à cette association c'est pour toutes les associations ainsi. Avec Monsieur le Maire nous avons eu l'occasion de nous rendre il n'y a pas très longtemps sur une autre association de boxe à qui on a également remis des tapis pour qu'ils puissent exercer leur activité et on a pu mesurer leur compétence et leur professionnalisme même si ça reste de l'amateurisme quant à la manière de pratiquer leur sport.

Monsieur le Maire : Y-a-t-il d'autres interventions ? Il n'y en a pas. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 16 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **17**

Rapporteur : **D. RIEU**

Objet : **Adhésion au centre de ressources Villes et Territoires Languedoc-Roussillon.**

1/Note synthétique de présentation :

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 établit le Contrat de Ville comme cadre de l'action de la nouvelle politique de la ville. Elle précise les objectifs poursuivis en matière d'amélioration des conditions de vie des habitants des quartiers et de réduction des écarts de développement entre les quartiers prioritaires et les autres territoires. Pierre angulaire de cette réforme, la place de l'habitant des quartiers prioritaires est reconnue en consacrant le principe de co-construction par la création de conseils citoyens dans chacun de ces quartiers. Ces conseils citoyens visent à garantir la représentation de la parole des habitants dans les instances de pilotage du Contrat de ville 2015-2020.

A la suite de la signature du Contrat de ville de la communauté d'agglomération du Gard rhodanien le 9 juillet 2015, les travaux relatifs à la formation du conseil citoyen du quartier prioritaire « Escanaux/Coronelle/Citadelle/Vigan-Braquet » ont abouti à la constitution d'un groupe stabilisé au cours du premier semestre 2016.

Afin d'accompagner la genèse de cette instance et sur la base des documents de référence existants, une charte communale a été conjointement élaborée et a fait l'objet d'une délibération du Conseil municipal le 10 décembre 2016. Elle prévoit notamment de cadrer des missions octroyées au centre social Mosaïque en Cèze en tant qu'animateur et support à la montée en puissance du conseil citoyen. Dans la foulée, le 16 décembre 2016, un arrêté préfectoral a officiellement entériné la composition et le fonctionnement du conseil citoyen de Bagnols-sur-Cèze.

A l'échelle départementale, la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS) est chargée de favoriser la montée en compétence des conseils citoyens du Gard. Pour ce faire, le centre de ressources régional Villes et Territoires Languedoc-Roussillon a été mandaté par la DDCS pour mettre en place un programme d'actions :

- rencontres inter-conseils,
- plateforme d'échanges en ligne,
- groupes de discussions des animateurs de conseils citoyens,
- formations thématiques,
- réalisation d'un film participatif.

Si ce programme est intégralement financé par la DDCS du Gard, les collectivités se doivent d'adhérer au centre de ressources pour permettre à leurs agents ainsi qu'aux

conseils citoyens d'en bénéficier. Pour une collectivité de la strate de Bagnols-sur-Cèze, le montant de l'adhésion annuelle est de 1 000 €.

Conformément aux statuts de l'association Villes et Territoires, l'adhésion sera renouvelée tacitement d'une année civile à l'autre. Si l'adhérent ne souhaite pas renouveler son adhésion, il doit le faire savoir par courrier avant le 31 mars de l'année.

En conséquence, il convient :

- d'approuver l'adhésion de la ville de Bagnols-sur-Cèze au centre de ressources Villes et Territoires LR,
- d'autoriser Monsieur le Maire à verser au centre de ressources la somme de 1 000 € correspondant au montant de l'adhésion annuelle.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 29 mars 2017.

Denis RIEU : Je vous explique ce qu'est le centre de ressources dans le cadre de la Politique de la Ville. Comme son nom l'indique, il permet d'aller chercher des informations, de la formation tant pour le personnel que pour les habitants des quartiers en particulier du Conseil Citoyen qui existe sur Bagnols. Je vous rappelle que le Conseil Citoyen comporte une liste de personnes tirées au sort pour une grande majorité et qui a été validée par le Préfet. Cette liste est composée de citoyens et d'associations soit une trentaine de personnes au total qui se réunissent de façon très régulière et qui sont sur le quartier des Escanaux. Ce centre de ressources permet à la fois d'avoir des informations, un suivi, un accompagnement, leur permettant de vivre au mieux des rencontres inter conseil citoyen pour échanger leurs expériences. C'est quelque chose de très riche et cette subvention s'élève à 1 000 €. Son montant est fixé en fonction du nombre d'habitants des quartiers dits « Politique de la ville ».

Monsieur le Maire : Y-a-t-il des questions ? Il n'y en a pas. Nous passons au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 17 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **18**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Désaffectation puis déclassement du domaine public de l'Impasse des Récollets. Ouverture de l'enquête publique.**

1/Note synthétique de présentation :

L'impasse des Récollets est perpendiculaire à l'avenue Charrier. Elle dessert les parcelles BI 141 et BI 187 appartenant respectivement au lycée privé Sainte-Marie et à Monsieur Jean-Luc Legrand.

Ces deux propriétaires ont demandé à la Commune que l'impasse leur soit cédée afin de procéder aux mises aux normes nécessaires au bon fonctionnement du lycée (Plan Vigipirate et accès pompiers dégagé). Par conséquent, la commune a pour projet de céder cette impasse (environ 160 m²) aux demandeurs.

L'impasse des Récollets doit en ce sens être désaffectée et déclassée pour être par la suite cédée.

En effet, en vertu de l'article L. 2141-1 du Code Général des Propriétés des Personnes Publiques, la sortie d'un bien du domaine public est conditionnée, d'une part par une désaffectation matérielle du bien et d'autre part, par une décision administrative, en l'espèce une délibération, constatant cette désaffectation puis le déclassement du bien.

Par conséquent, afin de permettre la cession de l'impasse, il est nécessaire de prononcer sa désaffectation du service public puis de déclasser l'impasse du domaine public communal. Le bien ainsi désaffecté et déclassé, appartiendra au domaine privé de la commune et pourra être cédé.

Il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter la désaffectation puis le déclassement de l'impasse des Récollets,
- de lancer l'enquête publique préalable à la cession.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources Humaines du 29 mars 2017.

Monsieur le Maire : Y-a-t-il des questions ? Il n'y en a pas. Nous passons au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 18 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **19**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : Approbation du principe d'élaboration d'un Périmètre Délimité des Abords autour des villas du Bosquet - Avenue de la Mayre.

1/Note synthétique de présentation :

Par arrêtés n° 2014 146-0003 et n° 2014 146-0004 en date du 26 mai 2014, le Préfet de la région Languedoc-Roussillon a prononcé l'inscription au titre des Monuments Historiques des villas du Bosquet situées 5 et 21 avenue de la Mayre, cadastrées BN 250 et BN 233.

Cette inscription a pour conséquence d'imposer un périmètre de protection de 500 mètres aux abords des bâtiments puisque la servitude de protection des abords intervient automatiquement dès qu'un édifice est classé ou inscrit.

Les monuments sont indissociables de l'espace qui les entoure : toute modification sur celui-ci rejaillit sur la perception et donc la conservation de ceux-là. Aussi la loi impose un droit de regard sur toute intervention envisagée à l'intérieur d'un périmètre de protection de 500 mètres de rayon autour des monuments historiques. (Article L. 621-30 du Code du Patrimoine : « la protection au titre des abords s'applique à tout immeuble, bâti ou non bâti, visible du monument historique ou visible en même temps que lui et situé à moins de cinq cents mètres de celui-ci »).

Actuellement, toutes les demandes d'autorisations d'urbanisme qui concernent des propriétés comprises dans un rayon de 500 mètres autour des monuments classés ou inscrits font l'objet d'un avis de l'Architecte des Bâtiments de France. C'est ce dernier qui détermine si le projet est dans le champ de visibilité du ou des monuments historiques présents sur le territoire communal ou dont le périmètre déborde sur la commune.

Le Code de l'urbanisme précise que le délai d'instruction est modifié dès lors que le projet est situé dans le périmètre de protection des monuments historiques, indépendamment de la co-visibilité du monument avec le projet.

En cas de co-visibilité l'Architecte des Bâtiments de France doit donner son accord, en cas d'absence de co-visibilité, il ne rend qu'un avis simple.

Les villas, objets de l'inscription, appartiennent à un groupe d'habitations constituant une unité conçue par Georges Candilis en 1957-1959. C'est cet intérêt d'histoire et d'art qui a été préservé dans l'inscription. Cependant, le périmètre de 500 mètres allant bien au-delà de ce groupe d'habitations, il apparaît pertinent de réduire le périmètre de protection permettant de prendre davantage en compte certaines perspectives paysagères et les évolutions des conséquences urbaines au-delà des villas.

Ainsi, suite à la création du Périmètre Délimité des Abords, seuls les projets situés sur les parcelles comprises dans le périmètre seront concernés par la consultation de l'Architecte des Bâtiments de France. La notion de co-visibilité n'existera plus dans ces nouveaux périmètres. Toutes les autorisations seront sur avis conforme de l'Architecte des Bâtiments de France, ce qui évitera les recours.

Conformément à l'article L. 621-30 du Code du patrimoine, il est proposé d'approuver le principe de l'élaboration d'un Périmètre Délimité des Abords en collaboration avec l'Architecte des Bâtiments de France.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 29 mars 2017.

Jean-Yves CHAPELET : Les deux délibérations qui se suivent, la 19 et la 20 sont identiques. Souvenez-vous que ces villas dites « villas des ingénieurs » ont été classées Monuments Historiques car elles appartiennent à un groupe d'habitations conçu par Georges Candilis en 1957-1959.

Ces villas ont un périmètre de protection qui est de 500 m de rayon. Ce qui veut dire que pour construire ou faire toutes opérations dans ce secteur-là il faut avoir l'avis de l'architecte des Bâtiments de France. Ceci étant très pénalisant nous avons décidé avec l'architecte des Bâtiments de France de réduire le Périmètre Délimité des Abords.

Cette délibération nous permettra de ne plus faire appel à l'architecte des Bâtiments de France seuls les projets situés sur les parcelles comprises dans ce périmètre seront concernées par la consultation de l'architecte des Bâtiments de France. Entre autres, sachez que pour la construction du nouvel EHPAD passer dans les mains de l'architecte des Bâtiments de France s'avère compliqué.

Claudine PRAT : Ce qui veut dire que l'on n'a plus besoin de passer par l'architecte.

Jean-Yves CHAPELET : Tout à fait. Dans ce périmètre-là, si on ne le fait pas, chaque fois que l'on fera quelque chose, il faudra passer par l'architecte des Bâtiments de France. Si on délimite ce Périmètre Délimité aux Abords à la parcelle, on ne reste que dans la parcelle.

Monsieur le Maire : Y-a-t-il d'autres questions ? Il n'y en a pas. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 19 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **20**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Approbation du principe d'élaboration d'un Périmètre Délimité des Abords autour des monuments historiques situés à l'intérieur du Site Patrimonial Remarquable.**

1/Note synthétique de présentation :

La Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) a été approuvée le 3 mars 2008. Suite à la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine, le Site Patrimonial Remarquable (SPR) s'est substitué de plein droit à la ZPPAUP.

L'article L. 631-1 du Code du patrimoine dispose que « Sont classés au titre des sites patrimoniaux remarquables les villes, villages ou quartiers dont la conservation, la restauration, la réhabilitation ou la mise en valeur présente, au point de vue historique, architectural, archéologique, artistique ou paysager, un intérêt public ».

Le Site Patrimonial Remarquable situé sur la commune de Bagnols-sur-Cèze abrite plusieurs immeubles protégés au titre de la législation sur les monuments historiques :

- Hôtel de Ville, Place Auguste Mallet (INV. MH : 1^{er} mai 1939)
- Tour dite « de l'horloge », 5 Rue de l'Horloge (INV. MH : 1^{er} mai 1939)
- École Maternelle (ancien monastère des bernardines de Valsauve), 10 Rue Fernand Crémieux (INV. MH : 6 décembre 1949)
- Hôtel de la Gorse, 3 Rue Fernand Crémieux (INV. MH : 6 décembre 1949)
- Maison, 15 Rue Fernand Crémieux (INV. MH : 6 décembre 1949)
- Hôtel, 19 Rue de la République (INV. MH : 25 juin 2002)
- Église Paroissiale Saint-Jean-Baptiste, Place Saint-Jean (INV. MH : 3 décembre 2013)

Le Site Patrimonial Remarquable compte également deux sites inscrits : la Place du Marché (Place Auguste Mallet) (INV. SI : 14 décembre 1942) et le Parc du Mont-Cotton (INV. SI : 24 février 1943).

Les monuments sont indissociables de l'espace qui les entoure : toute modification sur celui-ci rejaillit sur la perception et donc la conservation de ceux-là. De ce fait, ces inscriptions ont pour conséquence d'imposer plusieurs périmètres de protection puisque, conformément à l'article L. 621-30 du Code du patrimoine, la protection au titre des abords s'applique à tout immeuble, bâti ou non bâti, visible du monument historique ou visible en même temps que lui et situé à moins de 500 mètres de celui-ci, en l'absence de périmètre délimité.

Actuellement, toutes les demandes d'autorisations d'urbanisme qui concernent des propriétés comprises dans un rayon de 500 mètres autour des monuments classés ou inscrits font l'objet d'un avis de l'Architecte des Bâtiments de France. C'est ce dernier qui détermine si le projet est dans le champ de visibilité du ou des monuments historiques présents sur le territoire communal ou dont le périmètre débordé sur la commune.

Le Code de l'urbanisme précise que le délai d'instruction est modifié dès lors que le projet est situé dans le périmètre de protection des monuments historiques, indépendamment de la co-visibilité du monument avec le projet.

En cas de co-visibilité l'Architecte des Bâtiments de France doit donner son accord, en cas d'absence de co-visibilité, il ne rend qu'un avis simple.

Les immeubles protégés au titre de la législation sur les monuments historiques mentionnés plus haut se situent à l'intérieur d'un Site Patrimonial Remarquable. Cependant, les périmètres de protection de 500 mètres vont bien au-delà de ce Site Patrimonial Remarquable. De ce fait, il apparaît pertinent de réduire le périmètre de protection et de le caler sur le périmètre du Site Patrimonial Remarquable.

Ainsi, suite à la création du Périmètre Délimité des Abords, seuls les projets situés sur les parcelles comprises dans le périmètre du Site Patrimonial Remarquable seront concernés par la consultation de l'Architecte des Bâtiments de France. La notion de co-visibilité n'existera plus dans ce nouveau périmètre. Toutes les autorisations seront sur avis conforme de l'Architecte des Bâtiments de France, ce qui évitera les recours.

Conformément à l'article L. 621-30 du Code du patrimoine, il est proposé d'approuver le principe de l'élaboration d'un Périmètre Délimité des Abords calqué sur le périmètre du Site Patrimonial Remarquable en collaboration avec l'Architecte des Bâtiments de France.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 29 mars 2017.

Jean-Yves CHAPELET : Je vous laisse découvrir la liste des monuments classés Site Patrimonial Remarquable. Ce qui veut dire que sur ces éléments architecturaux, vous avez un périmètre de protection de 500 m donc vous sortez largement de la ZPPAUP. Le fait de prendre cette délibération va nous permettre de rester à l'intérieur de la ZPPAUP. Sans cela, autant vous dire que c'est tout Bagnols qui passerait à chaque fois à l'avis de l'architecte des Bâtiments de France.

Claudine PRAT : Simplement dans la délibération il est listé les sites qui sont classés aux monuments historiques.

Monsieur le Maire : Non, c'est Site Patrimonial Remarquable.

Claudine PRAT : On se posait la question des murets qui sont à l'extérieur de Bagnols, de l'autre côté de la gare, chemin de Capite.

Jean-Yves CHAPELET : Ils ne sont pas dans le cœur de ville donc là on n'est pas embêté.

Claudine PRAT : D'accord.

Monsieur le Maire : Y-a-t-il d'autres interventions ? Il n'y en a pas. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 20 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **21**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : Bail à construction concédé à l'Unité Locale de la Croix Rouge Française concernant une parcelle - Impasse du Quartier.

1/Note synthétique de présentation :

L'Unité Locale de la Croix Rouge Française occupe une parcelle communale d'une superficie de 561 m² cadastrée BK 250 sise 10 impasse du Quartier.

Sur cette parcelle est édifié un bâtiment d'une superficie de 133 m². Ce dernier, mis gracieusement à la disposition de l'Unité Locale de la Croix Rouge Française par convention, s'avère aujourd'hui trop petit et usagé pour que cet organisme puisse continuer et diversifier ses activités.

Ainsi, l'Unité Locale de la Croix Rouge Française s'est rapprochée de la commune pour trouver une solution et a proposé de réaliser une extension du bâti existant d'environ 60 m² sur la parcelle cadastrée BK 250, propriété privée de la commune.

Afin de concilier les attentes réciproques de chacun, il est proposé de mettre à disposition de l'Unité Locale de la Croix Rouge Française, sous forme d'un bail à construction, la parcelle cadastrée BK 250 ainsi que le bâti existant.

L'Unité Locale de la Croix Rouge Française prendra à sa charge l'intégralité du financement de la construction du bâtiment tout comme l'entretien des locaux actuels et futurs. Cette construction ainsi que tous les aménagements réalisés par le preneur resteront la propriété du bailleur à l'issue du bail à construction.

Par délibération du 2 juillet 2016, le Conseil municipal a décidé de concéder un bail à construction à l'Unité Locale de la Croix Rouge Française concernant la parcelle BK 250 sise 10 impasse du Quartier pour une durée de 20 ans.

Par courrier du 20 décembre 2016, l'Unité Locale de la Croix Rouge Française a demandé à Monsieur le Maire de porter la durée du bail à 50 ans en raison de l'investissement humain et financier que vont impliquer les travaux qui vont être menés. Par conséquent, il convient de prendre une nouvelle délibération.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'abroger la délibération n° 083/2016 du 2 juillet 2016 relative à un bail à construction concédé à l'Unité Locale de la Croix Rouge Française concernant la parcelle BK 250 sise 10 impasse du Quartier pour une durée de 20 ans,
- de résilier la convention signée le 15 décembre 2000 entre la Commune de Bagnols-sur-Cèze et l'Unité Locale de la Croix Rouge Française portant sur la

mise à disposition d'un local communal et du terrain l'entourant sis 10 impasse du Quartier,

- de concéder à l'Unité Locale de la Croix Rouge Française un bail à construction d'une durée de 50 ans sur la parcelle cadastrée BK 250,
- de passer outre l'évaluation de France Domaine afin de permettre à cette association l'amortissement de cette construction qui représente un intérêt certain pour son fonctionnement et de consentir ce bail moyennant une redevance annuelle à l'euro symbolique,
- d'acter que la présente délibération sera caduque après une période de trois ans à compter de son caractère exécutoire, s'il n'a pas été délivré à l'Unité Locale de la Croix Rouge Française un arrêté de permis de construire autorisant l'extension du bâti existant,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son premier adjoint à signer l'acte à intervenir passé aux frais de l'Unité Locale de la Croix Rouge Française et tous documents se rapportant à cette affaire.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 29 mars 2017.

Monsieur le Maire : Y-a-t-il des questions ? Il n'y en a pas. Nous passons au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 21 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **22**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Servitudes de passage de canalisations souterraines consenties à Electricité Réseau Distribution France (ERDF) et abrogation de la délibération n° 089/2013.**

1/Note synthétique de présentation :

Au vu des conventions annexées à la délibération n° 089/2013 du 12 octobre 2013, conventions conclues avec Electricité Réseau Distribution France (ERDF) pour autoriser cette dernière à établir des canalisations souterraines :

- d'une largeur de 0,5 mètre sur une longueur de 20 mètres sur la parcelle cadastrée section BL n° 173 située à Paniscoule,
- d'une largeur de 1,50 mètre sur une longueur de 200 mètres sur les parcelles cadastrées section BN n° 112 et 115 situées aux Escanaux,

le Conseil municipal avait autorisé M. Jean-Yves CHAPELET, 1^{er} Adjoint, à signer en l'étude du notaire désigné par ERDF, Maître TURCY, notaire à 30330 CONNAUX, la régularisation desdites conventions par acte authentique.

Suite à un changement de notaire dans ce dossier, une nouvelle délibération du Conseil municipal est nécessaire pour autoriser M. Jean-Yves CHAPELET, 1^{er} Adjoint, à signer l'acte authentique à venir par devant Maître Karine BERTRAND-GOUVERNAIRE, notaire à 66170 MILLAS.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'autoriser M. Jean-Yves CHAPELET, 1^{er} Adjoint, à signer en l'étude de Maître Karine BERTRAND-GOUVERNAIRE, les actes authentiques relatifs aux servitudes suscitées.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 29 mars 2017.

Monsieur le Maire : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 22 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **23**

Rapporteur : **M. GRAZIANO-BAYLE**

Objet : **Réalisation d'un diagnostic de l'éclairage public par le SMEG.**

1/Note synthétique de présentation :

Par délibération n° 115/2012 du 24 novembre 2012, le Conseil municipal a approuvé l'adhésion de la commune au SMEG (Syndicat Mixte d'Électricité du Gard) emportant transfert de la compétence d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité au SMEG.

Dans ce cadre, les services techniques du SMEG proposent de réaliser un diagnostic des 3 650 points lumineux du réseau d'éclairage public, dont le coût peut être estimé à 18 020,00 € ht.

Selon le bilan financier prévisionnel ci-joint cette dépense est financée à hauteur de 79,20 %, soit 14 271,84 €, par le SMEG, ce qui laisse la participation financière de la commune à 3 748,16 € ht.

Il est donc demandé au Conseil municipal de se prononcer favorablement sur la réalisation de ce diagnostic dans les conditions financières décrites ci-dessus.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 29 mars 2017.

Claude ROUX : Qu'est-ce que vous entendez par « un diagnostic des points lumineux » ?

Jean-Yves CHAPELET : Je vous rappelle que notre contrat d'éclairage public arrive à terme en 2018 et que nous allons devoir le renégocier. Deux options se présentent à nous, soit on reconduit le contrat tel qu'il est et on renouvelle une partie au fur et à mesure, soit nous avons en tête de passer tout le parc en led avec des variateurs adaptés pour diminuer les éclairages la nuit. Ce qui induit qu'aujourd'hui il faut vérifier que notre parc actuel est adapté et s'il n'est pas adapté comment on peut l'adapter et surtout comment on peut financer ce type d'opérations. Est-ce que c'est un contrat privé/public, est-ce que ce sont des concessions ? Il se trouve que le SMEG a déjà réalisé ce type d'opération et de diagnostic dans beaucoup de communes comme Ales, Nîmes, Les Angles, Villeneuve. Je voudrais juste remercier Mme Graziano parce que tout récemment nous avons eu une démonstration en live, vraiment en live, c'est-à-dire qu'un prestataire est venu, ils ont tiré des câbles, ils ont branché des ordinateurs et on a pu jouer avec l'éclairage sur certains endroits. Donc vraiment l'optique c'est de pouvoir se projeter sur une renégociation de contrat et surtout toujours dans la démarche de diminuer le coût de fonctionnement en faisant

de l'investissement sur l'éclairage. Je rappelle qu'aujourd'hui on dépense 280.000 € en budget sur ce pôle tous les ans.

Monsieur le Maire : Y-a-t-il d'autres questions. Il n'y en a pas. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 23 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **24**

Rapporteur : **J C. REY**

Objet : **Cession par la ville de Bagnols-sur-Cèze d'une partie des actions de la société Segard à la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien.**

1/Note synthétique de présentation :

Par délibération n° 046-2000 du 15 mai 2000, la commune de Bagnols-sur-Cèze a acquis 100 actions à la Segard (Société d'Aménagement et d'Equipeement du Gard) entreprise publique locale à capitaux publics.

Depuis le 1^{er} janvier 2013, la commune de Bagnols-sur-Cèze a transféré une partie des compétences développement économique et aménagement du territoire à la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien.

A ce titre, la commune doit céder une partie de ses actions à la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien.

La cession s'effectue selon les modalités du droit commun. L'évaluation des parts sociales détenues par la commune représentant 0,15 % du total, est fondée sur la valeur nominale des actions soit 76 euros.

La commune souhaite céder 75 % de ces actions, soit 75 unités, représentant la somme totale de 5 700 euros à la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien.

Cette cession ne donne lieu à aucune perception au profit du Trésor.

Cette transaction doit être matérialisée par un contrat de cession entre la commune et la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien qui sera inscrite sur le registre des actions tenu par la Segard.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 29 mars 2017.

Monsieur le Maire : Vous le savez, l'Agglo a récupéré en grande partie le développement économique, la commune en fait encore un peu mais c'est principalement l'Agglo qui le fait. La SEGARD étant une SEM et en étant adhérent de cette SEM cela nous permet de la mobiliser pour des études entre autres choses. Donc, plutôt que de refaire une adhésion Agglo, la commune vend 75 % de ces actions, soit 75 unités, représentant la somme totale de 5 700 euros à la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien et celle-ci va en délibérer lundi de la même manière pour accepter dans l'autre sens.

Claudine PRAT : C'est l'Agglo qui a souhaité devenir actionnaire ?

Monsieur le Maire : Non c'est la SEGARD qui le voulait parce qu'aujourd'hui le donneur d'ordre est plus souvent l'Agglomération que la collectivité donc pour eux c'était plus simple de le faire.

Catherine EYSSERIC : Je voulais juste dire qu'effectivement la SEGARD était vraiment un acteur important dans l'aménagement du territoire car elle est en relation avec les infrastructures de développement économique. Je me réjouis que la SEGARD reste un partenaire privilégié du territoire plutôt à travers effectivement l'Agglomération qui est l'entité de la collectivité territoriale qui porte le développement économique. C'est très bien que ce lien là reste dans le territoire.

Monsieur le Maire : Est-ce qu'il y a d'autres questions ? Il n'y en a pas. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 24 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **25**

Rapporteur : **J C. REY**

Objet : **Adhésion de la commune de Saint-Laurent-des-Arbres au SIIG et approbation des statuts du SIIG.**

1/Note synthétique de présentation :

Par délibération du 8 mars 2017, le Comité syndical du SIIG a voté l'adhésion de la commune de Saint-Laurent-des-Arbres et la modification des statuts portant sur la réduction du périmètre suite au retrait de la commune de Montfaucon et de Roquemaure et à l'entrée de la commune de Saint-Laurent-des-Arbres au sein du SIIG.

Il convient donc de délibérer d'une part sur l'adhésion de la commune de Saint-Laurent-des-Arbres au SIIG et d'autre part sur la modification des statuts du SIIG.

Question présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 29 mars 2017.

Monsieur le Maire : Saint-Laurent-des-Arbres est entré dans l'Agglomération du Gard rhodanien suite au retrait de la commune de Montfaucon et Roquemaure. Il est logique qu'ils adhèrent au SIIG. Y-a-t-il des questions ? Il n'y en a pas. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 25 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **26**

Rapporteur : **J C. REY**

Objet : **Communication des décisions du Maire n° 26 et 27/2016 – n° 01 et 02/2017.**

N° 26/2016 : Création d'une régie de recettes pour les Jardins en Cèze.

N° 27/2016 : Fixation des tarifs de mise à disposition de parcelles aux Jardins en Cèze.

N° 01/2017 : Marché de services pour les prestations de services de balayage et nettoyage des voies, places et parkings de la ville.

N° 02/2017 : Renouvellement de la convention de mise à disposition d'un terrain à l'association « Vie et Lumière ».

Claude ROUX : Nous avons appris le 1^{er} avril, poisson ou pas poisson, que le festival Electrobotik allait revenir. Il y a eu une réponse assez cinglante de votre part et de celle de M. Cellier en disant qu'il n'en était pas question et dans la semaine il y a eu une programmation qui est sortie sur Facebook. Qu'en est-il exactement de ce festival ?

Monsieur le Maire : L'affaire est dans les mains de la Préfecture et des avocats, elle suit son cours, on vous tiendra au courant, il n'y a pas de soucis.

Ce Conseil est fini, bon week-end à tous.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à : **11 h 40.**

Le Maire
Jean Christian REY